

Pour des mesures d'urgence de défense des travailleurs et de la jeunesse Pour un gouvernement sans Macron ni patrons

À l'Assemblée nationale, le 6 juillet, la Première ministre Borne a présenté le programme de son gouvernement :

- **hôpitaux** : le ministre Braun est chargé de fermer l'accès direct aux urgences ;
- **retraites** : préparation d'une réforme renvoyant à 64 ou 65 ans l'âge de départ ;
- **école** : déréglementation généralisée, expérimentation, éclatement du cadre national qui garantit un droit égal à l'instruction ;
- **pouvoir d'achat** : quelques mesures de saupoudrage dérisoires.

Pendant ce temps, Macron participe à des sommets internationaux où il réaffirme l'engagement de la France dans la guerre à l'est de l'Europe et en Afrique, s'engage toujours plus derrière l'OTAN et promet d'augmenter jusqu'à 50 milliards le budget de guerre.

Ce gouvernement Macron-Borne est l'ennemi de la majorité, du peuple travailleur et de la jeunesse. Élu par une minorité des électeurs inscrits, il représente les intérêts de la minorité, celle des capitalistes et des fauteurs de guerre.

La droite et l'extrême droite à l'Assemblée ont dit publiquement qu'il ne fallait pas gêner l'action du gouvernement : rien d'étonnant !

Quant à la Nupes, elle a présenté une motion de censure purement symbolique, qui a été rejetée. Mais dans le même temps, elle a revendiqué et obtenu de présider la commission des finances. Or cette commission est chargée de suivre l'exécution du budget, donc l'application des mesures du gouvernement !

Il faut être clair : on ne peut pas prétendre que l'on défend le peuple travailleur et participer à l'élaboration de la politique qui le frappe.

Ce qu'il faut, ce sont des mesures d'urgence de défense de la population et ce n'est pas cette Assemblée qui décidera :

L'augmentation générale des salaires et des minima sociaux de 10 % tout de suite.

L'instauration d'un mécanisme introduisant dans les accords collectifs et les statuts une clause d'ajustement automatique des salaires sur la hausse des prix.

Le blocage des prix des produits de première nécessité, des loyers et des charges.

L'abrogation de la TVA, l'impôt le plus injuste qui frappe les travailleurs.

Quel gouvernement prendra ces mesures ? Sûrement pas le gouvernement Macron qui a offert plus de 600 milliards d'euros aux capitalistes au prétexte de la pandémie, qui représente les patrons du CAC 40 qui ont empoché 160 milliards de profits en 2021 et qui consacre l'argent à la guerre et non aux besoins du peuple.



Seul un gouvernement du peuple travailleur et de la démocratie prendra de telles mesures.

Seul un tel gouvernement décidera d'agir pour le retrait des troupes russes d'Ukraine et pour le démantèlement de l'OTAN, retirera les troupes françaises d'Afrique et consacrera l'argent de la guerre aux écoles, à la santé, à nos emplois.

Dans tout le pays se multiplient les grèves qui commencent à imposer les augmentations de salaire indispensables. C'est sur cette voie que la lutte de classe arrachera la satisfaction des besoins urgents des travailleurs.

**Pour un gouvernement au service des travailleurs,
un gouvernement sans Macron ni patrons !**

**Pour le retrait immédiat de la France de l'OTAN
et de toutes les interventions militaires auxquelles elle participe !**

**Pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations en faveur des mesures
nécessaires à la démocratie, à la paix et à la justice sociale.**

**MEETING INTERNATIONAL
CONTRE LA GUERRE ET L'EXPLOITATION
Samedi 22 octobre 2022 • 14h30 • Paris
Espace Charenton 327 rue de Charenton Paris 12^e**

**Pour des mesures urgentes de défense des travailleurs
et de la jeunesse**

**Augmentation générale de 10 %, tout de suite, des salaires, pensions et minima sociaux,
indexation sur les prix !**

Blocage des prix de l'énergie et des produits de première nécessité !

Confiscation des centaines de milliards offerts aux capitalistes et au budget de la guerre !

**Affectation de ces sommes à l'embauche en masse dans nos hôpitaux, nos écoles,
nos services publics !**

Pour un gouvernement sans Macron ni patrons !

Je m'associe à cet appel :

Nom, prénom	Adresse, Mail, téléphone	Signature	Soutien Financier